

BELGIQUE

ESPIONNAGE Panique au SDRA

Le malaise couvait depuis longtemps au sein du service de renseignement militaire.

« On est foutus ». La nervosité est palpable dans les locaux du Service général de renseignement et de son appendice, le Service de documentation de recherche et d'action (SGR/SDRA). Depuis la « découverte » du SDRA-8, l'une des branches du service chargée, au début de la guerre froide, de mettre sur pied des réseaux de résistance en cas d'invasion soviétique (des « stay behinds networks »), bon nombre d'agents secrets militaires estiment que leur « Maison » va être démantelée. Ou, en tout cas, forcée de restreindre ses activités. « Nous allons probablement subir le même sort que la Sûreté de l'Etat, fulminent-ils. Les journaux vont continuer à amalgamer notre travail avec les attentats terroristes commis en Italie. Et la classe politique va les suivre sans même vérifier la véracité de ce qui est publié. »

Les rancœurs s'accumuleraient pourtant depuis longtemps au sein du SDRA, et l'affaire des « stay behind » n'est que la goutte qui fait déborder le vase. Un exemple ? On sait, dans les couloirs du service, que deux candidats se disputent la fonction de commissaire en chef du SDRA. Le premier occupe actuellement la place en tant que commissaire en chef « faisant fonction ». Il semble soutenu par un membre de l'entourage de Guy Coëme.

Mais le Palais refuserait, dit-on, de signer son arrêté de nomination. Le second bénéficierait, lui, du soutien du général Raymond Van Calster, patron du service. Chaque candidat est entouré d'« amis » qui ne manquent jamais l'occasion de faire un croc-en-jambe à « ceux d'en face ». Les partisans de l'un se méfient des amis de l'au-

J. HANSENS/SOPRESS



L'entourage de Guy Coëme était « suspect ».

tre. Pour certains, l'ambiance est devenue insupportable...

Beaucoup plus secret que la Sûreté de l'Etat, le SDRA compterait, selon des informations difficilement vérifiables, un peu plus de 100 membres. Ceux-ci, des militaires, des civils recrutés par concours et des gendarmes, sont majoritairement classés « à droite ». voire à l'extrême droite. Comme nous l'avions révélé (voir le dossier : « Sale temps pour les espions » dans *Le Vif/L'Express* du 19 octobre 1990), dans le passé le SDRA a souvent vu des « agents communistes » là où il n'y en avait pas. Il s'est beaucoup occupé des milieux pacifistes, dont il a surveillé les réunions, ainsi que de mandataires publics comme Anne-Marie Lizin. En outre, selon des informations précises et concordantes, les équipes de filature du SDRA ont opéré dans le cadre de dossiers judiciaires qui ne les concernent absolument pas.

Certains agents secrets militaires reconnaissent volontiers que leur service est solidement lié aux agences américaines de renseignement. Grâce à ces puissants alliés, qui leur ont apporté l'affaire sur un plateau, ils ont décou-

vert que le colonel Guy Binet, pressenti par Guy Coëme, ministre de la Défense nationale, pour devenir son chef de cabinet, était, en réalité, un agent rémunéré des Soviétiques. Et, selon Armand De Decker, député PRL, le SDRA aurait également soupçonné Rik Coolsaet, chef de cabinet adjoint du ministre, d'être trop proche de l'URSS du temps où celle-ci était encore une « dictature du prolétariat ». Cela expliquerait peut-être (sans l'excuser pour autant) pourquoi le service secret militaire n'a pas d'emblée dévoilé à Coëme l'existence des « stay behind ».

Quoi qu'il en soit, contrairement à ce que prétend l'entourage du ministre, de nombreux responsables politiques ont eu connaissance de l'existence du « réseau dormant ». Car, au fil du temps, les « stay behind » ont perdu le caractère « clandestin » qui les caractérisait au début de la guerre froide. Au sein même de l'armée, un grand nombre d'officiers étaient au courant. En outre, à la Sûreté de l'Etat, coorganisa- trice du réseau avec le SDRA, tout le monde sait qu'une « Section training et communication » (STC) est chargée d'assurer les commu-

nications des « résistants ». Forte d'une demi-douzaine d'agents, la STC dispose, certes, d'un statut particulier (elle dépend directement de l'administrateur-adjoint et de l'administrateur-directeur général), mais ses membres ne cachent absolument pas leurs activités. Situé au 9^e étage du square de Meeûs, le local de la STC est certes protégé par une serrure à code, mais son accès est beaucoup plus facile que celui d'autres bureaux (ceux de la brigade de contre-espionnage, notamment), qui contiennent, eux, de véritables secrets d'Etat.

En réalité, les « stay behind » étaient tellement peu clandestins... que les services d'espionnage de l'Est en connaissent l'existence depuis plusieurs années. Ils ont notamment appris que, dans le courant des années 80, le « réseau dormant » belge a participé à — au moins — un exercice international dans lequel le « collège de renseignement » du Shape, basé à Casteau, près de Mons, a joué un rôle actif.

Par ailleurs, la genèse des « stay behind » figure dans un manuel confidentiel distribué par la Commission pour les problèmes nationaux de défense (CPND). Installée dans des locaux protégés situés derrière le palais d'Egmont (Bruxelles), la CPND est dirigée par un général, mais elle dépend des services du Premier ministre. Ses travaux portent, notamment, sur les réquisitions et sur les mesures à prendre en cas de mobilisation, d'état de crise, d'état de guerre, etc. Or, dans cette optique, la CNPD a défini la doctrine (les « guide lines » en termes militaires) de l'organisation de réseaux de résistance en cas d'invasion. Les manuels de la CPND sont distribués aux « Bureaux pour les plans nationaux de défense » (BPND), qui se trouvent dans chaque département ministériel important (Affaires étrangères, Intérieur, Finances, etc). En s'informant auprès de leur administration, les ministres concernés auraient facilement pu en avoir connaissance...

Serge Dumont ■